



Investir dans les populations rurales

Consultation sur la Onzième reconstitution
des ressources du FIDA
Deuxième session

Discours de clôture du Président
Gilbert F. Houngbo

Siège du FIDA
Rome, Italie
30 juin 2017

Mesdames et Messieurs les Délégués, recevez tous mes remerciements pour ces deux jours d'échanges intenses et très stimulants, ainsi que pour votre esprit de collaboration qui ne s'est démenti à aucun moment.

Les débats ont été nourris autour de questions de fond très importantes, allant, pour certaines d'entre elles, très loin. Je suis persuadé que nous avons tous, à un moment ou un autre, passé un entretien d'embauche. Plus vos interlocuteurs creusent les questions, plus vous comprenez qu'ils pourraient être intéressés par votre candidature. Ainsi, plus vos questions sont devenues précises et pertinentes, mieux j'ai compris que le FIDA vous tenait vraiment à cœur et que votre appui était bien là. Il nous revient maintenant de comprendre aussi les points que vous voulez être sûrs de nous voir aborder. Je vous suis donc très, très reconnaissant.

Nous vous avons écouté attentivement et avec grand intérêt et j'exprime à chacun d'entre vous, de la part du FIDA et de notre équipe ici, toute notre gratitude et notre reconnaissance. J'espère vivement que nous avons apporté des réponses satisfaisantes à certaines de vos questions, même s'il reste du travail à accomplir sur certains autres sujets d'ici la fin de ces consultations. Je pense cependant que nous avançons dans la bonne direction.

Je sais que le président de séance nous fournira bientôt un résumé officiel des débats: je ne me pencherai donc pas en détail sur toutes les questions abordées. Je voudrais plutôt axer mon propos sur les grands thèmes où, me semble-t-il, un consensus s'est dégagé. Mais avant d'y venir, sans vouloir abuser de votre patience, j'exprime mes plus vifs remerciements aux trois listes pour leur déclaration conjointe, prononcée par la Chine au début de la session d'hier. Nous ne pouvons pas tenir votre confiance pour acquise. Nous devons continuer à travailler pour la mériter.

Ayant ressenti une volonté commune et une impression d'urgence partagée, j'ai le sentiment que nous sommes allés au-delà d'une compréhension globale de la direction que prend le modèle opérationnel pour aborder la question des moyens. C'est là une approbation générale de notre approche qui s'est exprimée, avec, bien entendu, la prudence qu'exige le contexte mondial actuel.

Je me permets de le répéter: nous savons que l'aide publique au développement (APD), si elle ne diminue pas toujours, reste soumise à de fortes contraintes. Pourtant, il nous faut trouver des moyens de faire davantage, et c'est ce que nous ferons avec les prêts concessionnels de partenaires (PCP) et les emprunts auprès d'entités souveraines. J'espère que le séminaire du 11 juillet, où nous avons parlé des PCP, ouvrira la voie à l'élaboration d'un cadre acceptable à soumettre à votre examen.

En interne, le Comité exécutif de gestion a déjà, il y a deux ou trois semaines, examiné et approuvé une proposition de cadre pour les PCP, qui s'inspire très largement du modèle de l'Association internationale de développement (IDA). Nous nous efforçons de reprendre ce modèle dans la mesure du possible afin de tirer parti du long débat que vous avez eu à ce sujet. Je peux maintenant vous dire que l'une des principaux points qui distinguent notre modèle de celui de l'IDA – et nous sommes très ouverts à vos suggestions à ce propos – concerne le seuil de 80% de la reconstitution précédente et la question de savoir s'il doit être considéré comme un minimum. Devons-nous en rester à 80% ou pourrions-nous envisager d'aller jusqu'à 85-90%? Cela reflèterait le fait que nous sommes un fonds et enverrait un signal rappelant que la contribution de base, la reconstitution des ressources, la composante APD, demeurent essentiels pour nous. Mais nous sommes là beaucoup plus sur le plan de la discussion que dans une approche dogmatique, et vos avis sur la question sont tout à fait bienvenus. À part cet élément, je ne vois pas d'autre différence majeure avec le modèle de l'IDA à intégrer dans le cadre proposé.

Nous prenons bonne mesure aussi des paroles de prudence que nous avons entendues ici quant aux perspectives de reconstitution – mais non eu égard aux marchés de capitaux –, à savoir que notre ambition doit demeurer réaliste. Là aussi, nous vous avons entendus très clairement sur ce point. Répétons-le à nouveau: quand nous reviendrons avec une feuille de route beaucoup plus détaillée, nous aurons vérifié que les questions que vous avez soulevées aujourd'hui – y compris le rappel du Royaume-Uni, avant la pause – figurent pour la plupart dans ce plan détaillé, ce qui nous sera utile à tous.

Je ne veux pas revenir sur l'Excellence opérationnelle au service des résultats: cette initiative fait partie intégrante de ce que nous envisageons. Je crois que Lisandro et Périn ont fourni des exemples très précis de ce que nous essayons de faire pour nous assurer que le FIDA sera en ordre de marche pour aller de l'avant.

Il y a un point que nous n'avons guère abordé au cours de ces deux jours. D'une certaine façon, j'en suis heureux, mais au cours des consultations passées, formelles et informelles, que ce soit lors de réunions ou de journées de réflexion du Conseil, il a beaucoup été question du thème de la visibilité du FIDA. J'ai aussi reçu un certain nombre de commentaires et de conseils de votre part à ce sujet. Je souhaitais donc vous faire savoir que ce thème sera intégré dans notre plan, non seulement dans le cadre de cette reconstitution mais aussi pour l'avenir.

Cette visibilité ne s'applique pas seulement à Rome, pas seulement à l'échelle mondiale – même s'il faut bien sûr de tenir compte des problèmes mondiaux et régionaux –, mais s'applique surtout à l'échelle des pays, des régions ou des communautés que nous servons. Je voulais donc profiter de cette occasion pour rassurer ceux qui m'en ont parlé à plusieurs occasions: nous préparons une vaste campagne à ce sujet, parce que nous savons que nous devons faire valoir nos arguments non seulement auprès de vous, nos États membres, mais aussi, parlons franchement, auprès de vos contribuables – c'est donc une dimension importante que nous devons garder à l'esprit. Pour ce faire, nous devons trouver un moyen de vous aider à nous aider.

Nous avons aussi entendu la réaction de plusieurs d'entre vous, lorsque vous avez dit que le temps était un facteur essentiel dans cette affaire, et nous vous remercions de l'avoir souligné. Nous arrivons au moins de juillet, le second semestre va commencer et je sais que la plupart d'entre vous prendrez certainement votre décision d'ici octobre, ou même avant, ou ont déjà d'une certaine façon élaboré des projets de décisions. Il est donc important que nous puissions répondre à vos interrogations, même dans le cadre de consultations bilatérales ou informelles.

Permettez-moi, avant de terminer, de solliciter votre indulgence: nous allons certainement abuser de votre temps en menant de nombreux échanges informels avec ceux d'entre vous qui sont à Rome – et avec ceux qui seront dans leur capitale, par l'intermédiaire de vos collègues de Rome –, afin de vérifier votre position sur des questions particulières. Une chose que je voudrais vraiment faire la semaine prochaine est de m'assurer que nous n'avons oublié aucune des questions posées. Nous ne voudrions surtout pas que l'un d'entre vous quitte cette session en se disant: j'ai posé une question, mais je n'ai pas eu de réponse. Nous allons procéder sur une base bilatérale, en revenant vers vous si nécessaire.

Hier, les débats ont été nourris et je suis très confiant dans leur issue: l'universalité des interventions du FIDA un peu partout dans le monde et dans les différents groupes et catégories de pays est appelée à perdurer, de même que l'approche gagnant-gagnant du FIDA. Je crois que c'est cela qu'il faut garder à l'esprit, au-delà des chiffres, des 90/10, des 45 ou 50%; le principe d'universalité est inébranlable.

Enfin, sachez que je suis conscient des difficultés qui nous attendent, en interne comme en externe. On pourrait choisir de dire: "Faisons de notre mieux, quoiqu'on nous donne, nous ferons avec". On travaillerait de 9 heures à 17 heures, le personnel serait content, personne ne viendrait vous déranger – mais je refuse cette solution. Cela ne veut pas dire que je n'écoute pas, ou que je ne comprends pas les contraintes auxquelles vous êtes soumis. Pour imprimer un réel changement dans le contexte du développement, il faudra nécessairement faire face à ces difficultés, quoi qu'on puisse ressentir. Je vous en conjure: n'attendons pas que tout soit clair, mis à plat, pour nous lancer. Cela n'enlève rien à l'obligation de nous montrer responsables sur le plan budgétaire. De fait, avec mon passé quelque peu financier, vous pensez bien qu'il y a certains types de risques auxquels je refuse d'exposer cette institution. Il s'agit juste de se dire chaque jour: que puis-je faire? Lorsque j'ai quitté le gouvernement, les gens m'ont posé cette question. J'ai répondu que, en fait, je n'avais pas très envie d'en parler, parce que je crois que je n'ai pas fait du bon travail. Parce que, tout simplement, quand on regarde ce qu'on aurait pu mieux faire, il faudrait peut-être multiplier par trois, quatre ou cinq les ressources mises en œuvre. L'important, comme je l'ai dit aujourd'hui, c'est de réfléchir ensemble: la question n'est pas juste de savoir quelle fraction de votre APD va être investie, c'est de savoir comment je peux accroître notre volume de travail en réponse à la demande – et nous reviendrons sur cette question de la demande, je peux vous l'assurer. Je vous en conjure, vraiment. Cela nous aidera aussi à réfléchir aux autres éléments que nous pouvons mettre en place. Par exemple, j'ai entendu certains d'entre vous dire que, si vous étiez favorables aux PCP, vous auriez peut-être pris votre décision aujourd'hui à ce sujet. Nous relèverons ce défi, et nous reviendrons vers vous au sujet des PCP, par exemple.

Dans le cadre actuel des emprunts souverains, le seuil que nous avons prévu pour parer au risque de substitution est égal à 100% – et cela, en soi, pourrait constituer, en l'occurrence, un autre défi à relever. Ce que je vous demande, c'est de réfléchir aux différentes modalités possibles qui pourraient nous aider sur ce dossier.

La situation n'est pas de tout repos, mais nous devons avancer. N'attendez pas que tout soit au point pour aller de l'avant. Nous devons vraiment essayer de faire bouger les choses. C'est ce que je m'emploie à faire. Si je dis cela, c'est pour que vous ne pensiez pas que nous ne vous entendons pas quand vous parlez des contraintes qui pèsent sur l'APD. Nous en sommes tout à fait conscients. En Afrique australe, – et ce sera mon dernier mot – on dit que chaque matin le lion sait qu'il lui faudra courir plus vite que la gazelle, sans quoi il mourra de faim. Et chaque soir, la gazelle s'endort en sachant que le lendemain matin, il lui faudra se montrer beaucoup plus agile que le lion, sans quoi elle sera tuée. En conclusion, il n'y a aucune importance à être un lion ou une gazelle: il faut courir. Dans le financement du développement, il ne faut cesser de courir. Je vous remercie.